

ÉQUIPE DE  
DROIT  
INTERNATIONAL  
EUROPÉEN ET  
COMPARÉ

# LE BULLETIN DE L'EDIEC

EA n° 4185

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 - FACULTÉ DE DROIT

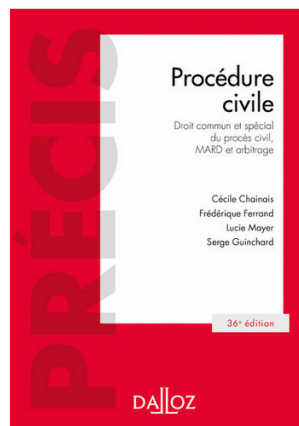
N° 32

## SOMMAIRE

Publications	2
Communications	12
Manifestations	16
Vie de l'équipe	20
Agenda 2022	23
Nous suivre sur le web	24
En savoir plus sur nos activités	25

4<sup>ème</sup> trimestre  
2022

## OUVRAGES



**Frédérique FERRAND, Cécile Chainais, Serge Guinchard et Lucie Mayer** (dir.), *Procédure civile*, Précis Dalloz, 36ème édition, 2022, 1998 p.

La procédure civile a longtemps été perçue comme l'enfant terrible de la famille juridique : aride et complexe, elle serait réservée aux « procéduriers », ces plaideurs qui en utilisent les artifices lorsque leur cause semble perdue...

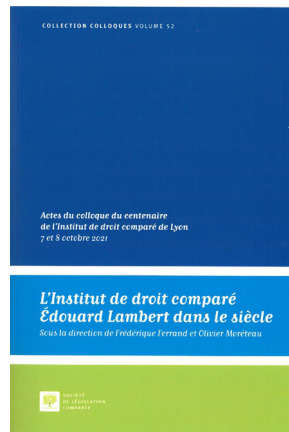
Il n'en est rien : envisagée ici par des « processualistes », cette discipline apparaît sous son jour le plus noble et le plus accessible à tous — étudiants, praticiens et universitaires. Les précisions techniques sont explorées à la lumière des grands principes qui gouvernent le procès. La perspective est salutaire à l'heure où se déploie une vision du contentieux souvent inspirée par la seule régulation des flux judiciaires plutôt que par le dialogue et la loyauté.

Récemment remanié en profondeur à l'occasion du centenaire de l'ouvrage (30e éd.) puis des 40 ans du Code de procédure civile (33e éd.), le Précis de procédure civile revisite les sources classiques de la procédure, tout en examinant ses évolutions contemporaines (enjeux européens, essor du numérique dans la justice,

développement des modes amiables de règlement des différends).

Pédagogique, l'ouvrage met en évidence, en première partie, l'existence d'un « modèle » du procès civil, qui se déploie, dans le respect des garanties et principes fondamentaux, aux trois stades du procès - action, instance et activité juridictionnelle - et, en seconde partie, les adaptations de ce modèle à la diversité des juridictions et des contentieux (procédures accélérées, actions de groupe, arbitrage...).

La présente édition est à jour de la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 « pour la confiance dans l'institution judiciaire » ainsi que des décrets d'application qui ont suivi (notamment le décret n° 1322 du 11 octobre 2021 et le décret n° 245 du 25 février 2022 favorisant le recours à la médiation).



**Frédérique FERRAND, Olivier Moréteau** (dir.), *L'Institut de droit comparé Édouard Lambert dans le siècle, Actes du colloque du centenaire de l'Institut de droit comparé de Lyon 7 et 8 octobre 2021*, Société de Législation Comparée, collection Colloques, tome 52, Paris 2022, 288 p.

européennes en droit de la famille comme en procédure civile, que dans l'harmonisation plus générale des droits.

En 1921 était créé par Édouard Lambert, au sein de l'Université de Lyon, l'Institut de droit comparé au sein duquel Lambert poursuivit son travail de recherche et de formation de juristes de tous pays, en abordant le droit non pas de manière théorique mais pragmatique, sans négliger l'impact du politique et du religieux et en mettant l'accent sur la réalité économique et sociale.

Les présents Actes du colloque du centenaire invitent d'abord à un retour aux sources sur le grand comparatiste et sa conception du droit comparé. Ils abordent ensuite le rayonnement du droit comparé sous divers prismes, avant de se pencher sur l'actualité et l'avenir de la méthode comparative, en interrogeant la place de ladite méthode dans l'enseignement du droit, son rôle dans la légistique et la jurisprudence nationale et internationale, et bien sûr son importance centrale tant dans la formulation de principes et règles



**Panagiota KATSORCHI, *Le réseau des règles de droit international européen de la concurrence*,** Larcier, 2022, 880 p.

Loin d'être une accumulation aléatoire de normes, les règles de droit international européen de la concurrence créées par les accords internationaux de l'Union européenne font partie d'un réseau normatif.

Il s'agit d'un réseau de forme étoilée – au centre duquel se trouve l'Union européenne – composé de règles de droit de la concurrence adoptées par l'Union européenne et ses partenaires. L'étude de ces règles ainsi que des instruments internationaux qui les mettent en place, montre que ce réseau se développe de manière équilibrée autour de deux axes : les règles en matière de coopération entre autorités de la concurrence et les règles de fond. L'efficacité de ces règles peut être assurée par leur application à des litiges entre entreprises, par la gestion des conflits et par les possibilités de coopération qu'elles ouvrent entre autorités de la concurrence.

L'objet du présent ouvrage est de démontrer que l'activité normative de l'Union européenne a conduit à la création d'un réseau de règles de droit international européen de

la concurrence cohérent, à l'origine d'un espace juridique où existent des règles susceptibles d'appréhender les comportements anticoncurrentiels et les concentrations qui échappaient jusqu'ici au contrôle national. Dans ce contexte sont analysés les règles de fond en matière d'ententes, d'abus de position dominante et de concentrations, le rapprochement des législations comme objet et comme effet des règles du réseau, l'invocabilité de ces règles, la coopération entre autorités de la concurrence et l'échange d'informations confidentielles.



**Kiara NERI** et **Julie FERRERO** (dir.),  
***Les juges européens face aux migrations / The European Judges Faced with Migrations***, Anthémis, 2022, 412 p.

Les vagues successives de migrations vers l'Europe ont, au-delà des passions qu'elles suscitent, généré de nombreux défis pour le droit. La problématique migratoire se situe au carrefour d'enjeux majeurs et parfois contradictoires renvoyant dos à dos le respect dû à souveraineté de l'État et la nécessité de protéger les droits humains. Protection des frontières étatiques, règles relatives à l'attribution de la nationalité ou encore invocation de l'intégrité territoriale vont se heurter à l'exigence de respect des engagements internationaux et aux garanties accordées à la personne humaine par le droit de la mer, le droit des réfugiés ou le droit international des droits de l'homme.

Face à de tels enjeux, les juges se trouvent propulsés à la croisée des défis évoqués.

Le présent ouvrage a pour objectif de mettre en lumière les modalités d'exercice de l'office des juges européens lato sensu en matière migratoire pour comprendre comment, dans cet enchevêtrement

de textes, de contraintes et parfois de contradictions, le juge détermine, organise et articule le droit applicable, voire construit des politiques jurisprudentielles qui complètent ou concurrencent les politiques nationales et/ou européennes. L'ouvrage s'articule autour de trois thématiques essentielles : la compétence des juges européens (partie 1), leurs méthodes (partie 2) et leur jurisprudence (partie 3).

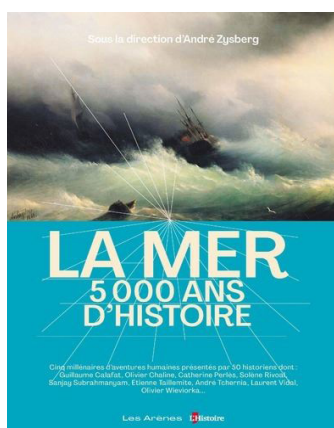
The successive waves of migration to Europe have, beyond the passions they arouse, generated many challenges for the law. Migration lies at the crossroads of major and sometimes contradictory issues pitting the respect due to the sovereignty of the State against the need to protect human rights. Protection of state borders, rules relating to the attribution of nationality or invocation of territorial integrity come up against the requirement of respect for international commitments and the guarantees granted to an individual by the law of the sea, refugee law or international human rights law. Faced with such issues, judges find themselves at the crossroads of these challenges.



**Kiara NERI** (dir.), *Maritime Safety and Security Law Journal*, Issue 10, 2022, 58 p.

The articles of the present special issue of the MarSafeLaw Journal are part of MERCRO research project funded by the French National Agency for Research. The project addresses the legal repercussions of the superposition of legal regimes on the efficiency of the police at sea. The MERCRO project posits that the law of the sea is built on a sectoral basis, resulting in a multiplicity of legal regimes. The superposition of these regimes can affect the efficiency of police maritime operations. In particular, the existence of several layers of regulation complicates the organisation of maritime police operations and impairs both the efficiency of operations and the protection of the rights and freedoms of individuals. Furthermore, research at the international and European levels is sectoral. Indeed, a large number of legal studies have focused on one specific aspect of police operations at sea, for example, in the context of migration, maritime crime or the protection of the environment. Their sectoral approach, however, does not allow grasping the legal framework governing police operations at sea in its entirety. This fragmented approach is no longer sufficient.

It is against this backdrop that the MERCRO project aims to break down barriers between the different approaches and different legal regimes. The articles in this special issue were presented at a conference held in Lyon in June 2021. In the first two articles, the authors focus on the technical and practical challenges raised by the existence of two or more legal regimes applicable to the same maritime zone or to the same activity. The first article addresses the consequences of the existence of several actors applying the same rule. Efthymios PASTAVRIDIS examines the challenges raised by the privatisation of policing at sea, in the form of the delegation of police powers to private vessels. Ioannis STRIBIS addresses the technical and practical challenges where there are several sets of rules applicable to a single activity, specifically the implementation of UN arms embargo on Libya by EUNAVFOR MEDIRINI. Pascale RICARD and Sacha ROBIN analyse the challenges caused by the superposition of applicable legal regimes in maritime disputed areas.



**Kiara NERI, André Zysberg (dir.), *La mer 5000 ans d'histoire*, Les Arènes Eds, 2022, 640 p.**

Rédigé par un comité de spécialistes et en coédition avec le magazine L'Histoire, ce récit érudit propose une somme d'informations historiques sur le lien entre l'homme et la mer.

Une somme historique par les plus grands spécialistes du sujet.

La Mer, 5 000 ans d'histoire interroge les liens que les sociétés humaines ont tissés avec la mer. Cet ouvrage montre comment les hommes n'ont eu de cesse de se l'approprier par le voyage, le commerce, la pêche, la guerre, mais aussi comment, en retour, elle a nourri les imaginaires et les croyances, influencé les modes de vie. Il explique comment s'est structuré notre rapport à cette nature indomptable, nourricière et menacée.

Sélectionnés parmi plus d'une centaine d'articles de la revue L'Histoire, ces textes couvrent l'ensemble des périodes historiques : des premiers navigateurs du Néolithique aux nouveaux pirates de la mer Rouge en passant par les thalassocraties antiques et les Grandes Découvertes.

## CONTRIBUTIONS ET ARTICLES

### Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE

« The French Management of the COVID-19 Crisis. Normalisation of the Regimes of Exception & Degradation of the Rule of Law », in **Joelle Grogan & Alice Donald (eds.)**, *The Routledge Handbook on Law and the COVID-19 Pandemic*, Routledge, Londres, 2022, pp. 434-444.

« Limits at the limes. Diffracting sovereignty at borders », *Political Anthropology Research on International Social Sciences (PARISS)*, vol. 2, n°2, 2021, pp. 205-235.

« La valeur de l'Etat de droit et l'Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice : entre illusions perdues et testaments trahis », *Annuaire Français des Relations Internationales*, vol. 28, 2022, pp. 571-584.

« Expulsions » avec **Joseph BASILIEN**, « Migrants » & « Non-refoulement » avec **Almodis PEYRE**, in **Carine Laurent, Yannick Lécuyer & Delphine Tharaud (dir.)**, *Dictionnaire de la Convention européenne des droits de l'homme*, Paris, Pedone, 2022, pp. 155-156, pp. 248-250 & pp. 273-275 respectivement.

« **L'informalisation des politiques migratoires : le piège de la soft law** », Les notes de Migreurop, n° 14, juillet 2022.

### Étienne DURAND

« *Lois Climat – Perspectives françaises* », in **M Torre-Schaub, A. Jézéquel, B. Lormeteau, A. Michelot (dir.)** *Dictionnaire juridique du changement climatique*, Mare & Martin, 2022, pp. 335-337.

« *Energie* », in **D. Blanc (dir.)** *chron. Politiques publiques de l'Union européenne*, RDUE 2022/2.

### Yves EL HAGE

« *Cyberdélits : nouvelle avancée du critère du centre des intérêts de la victime ?* », *Rev. crit. DIP* 2022, p. 803

« *Sur l'adhésion de l'Union européenne à la convention de La Haye du 2 juillet 2019 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile ou commerciale* », *Rev. crit. DIP* 2022, p. 815

### Frédérique FERRAND

« L'office du juge : un regard renouvelé par la comparaison », in *Cahiers de la justice*, 2022/3, pp. 501-515.

« The distinction between facts and law on cassation The evolution of the control exercised by the French Court of cassation », in **K. Makridou et G. Diamantopoulos (dir.)**, *Cassation French and Greek Civil Procedural Law*, Sakkoulas éd., 2022, pp. 1-61.

« Das neue französische Bioethik-Gesetz Nr. 2021-1017 v. 2.8.2021 », *FamRZ* 2022, 1422-1428.

Avant-propos, in **F. Ferrand et O. Moréteau (dir.)**, *L'institut de droit comparé Édouard Lambert dans le siècle*, Actes du colloque du centenaire de l'Institut de droit comparé de Lyon, SLC éd., Paris, 2022, pp. 7-11.

### Bernadette FERRARESE

« The europeanisation of renewable Energyconsumptiontargetsrenewed by directive (EU) 2018/2001 », **V. B. Flatt A. Lopez de la Osa Escibano, A. Nzaou-kongo (dir.)**, Westphalia Press, 2022, pp. 1-22.



## Marylou FRANÇOISE

« Proposition d'un régime européen de l'office du juge en conflit de lois », in **F. Ancel et G. Cerqueira** (dir.), *L'office du juge et la règle de conflit de lois*, Collection Colloques, vol. 54, 2022, pp. 87-108.

## Jeremy HEYMANN

« Titre 01. Les sources », in **Ph. Delebecque** (dir.), *Droit des transports 2023-2024*, Paris, Dalloz, coll. Dalloz Action, 2022, p. 2-21

« **French Cour de Cassation on Brussels I Recast and Nationality Based Jurisdiction** », in *The EAPIL Blog*, 12 oct. 2022

## Pierre-François LAVAL

« Conflit armé », in **C. Laurent-Boutot, Y. Lecuyer, D. Tharaud** (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l'Homme*, éd. Pedone 2022

« Révolution et droit international », in *La crise politique en Biélorussie. Révolution ou transition*, éd. Presses de Science Po, 2022

« Remarques sur la notion de crédibilité dans le contentieux de l'asile », in **J. Ferrero, K. Neri** (dir.), *Les juges européens face aux migrations*, éd. Anthémis, 2022

Conclusions, **Le Journal du CDI**, n° spécial « Peuples, Nations, individus en péril », actes du colloque du 30 juin 2021 (UJM3) 2022, p. 63-65.

« Le conflit Ukraine/Russie devant les juridictions internationales », in *Annuaire Français du Droit International 67-2021 (AFDI)*, CNRS édition, 2022

« André Gros, juriconsulte du Ministère des affaires étrangères », in *Law(s) and International relations : actors, institutions and comparative legislations*, éd. Pedone, 2022

« Allégations de génocide au titre de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Ukraine c. Fédération de Russie) - commentaire de la Cour internationale de Justice, ordonnance en indication de mesures conservatoires du 16 mars 2022 », in *Chronique de jurisprudence internationale, Revue générale de droit international public*, 2022-2, Ed. Pedone

« Les migrations face à l'exception de sécurité nationale », in *Migrations et droit international*, actes du colloque annuel de la SFDI, Paris, éd. Pedone, 2022

« Le mandat des juges de la Cour internationale de Justice (durée, réélection, limite d'âge, fonctions). Regard extérieur », in *La Cour internationale de Justice à 75 ans. Colloque à l'occasion des 40 ans du CEDIN*, éd. Pedone, 2022

« Au sujet de quelques constantes de l'externalisation. Brèves remarques sur l'accord de partenariat Royaume-Uni/Rwanda du 13 avril 2022 », in **K. Abderemane, P.-F. Laval** (dir.), *La déclaration Union européenne-Turquie : ambiguïtés et défaillances d'un modèle de gestion des flux migratoires*, éditions Bruylant Larcier, collection « Droit international », 2022

« **Provinces ukrainiennes et « référendums d'annexion » – au-delà des limites imposées par le droit international** », Le club des juristes, le blog, 12 octobre 2022

« Independence: International Adjudication », in *Max Planck Encyclopedia of International Procedural Law*, Max Planck Institute, Oxford University Press, novembre 2022

« Réagir à la guerre et faire revenir la paix ? A propos des « sanctions russes », in **L. Potvin-Solis** (dir.), *L'Union*

européenne et la paix, Larcier, 2022

« **Faut-il créer un tribunal spécial international pour juger le crime d'agression commis par la Russie ?** », Le club des juristes, le blog, 9 décembre 2022

Xavier Aumeran, Olivier Costa, **Pierre-François Laval**, Mathilde Sénéchal, Guerre en Ukraine et sanctions sportives, *Recueil Dalloz*, 2022, 26, pp.1319

### Laura LETOURNEUX

« Protecting the Borders from the Outside : An Analysis of the Status Agreements on Actions Carried Out by Frontex Concluded between the EU and Third Countries », in *European Journal of Migration and Law*, volume 24, issue 3, septembre 2022, pp. 330-356.

### Gaëlle MARTI

Chronique « Intelligence artificielle et droit », **S. Merabet et L. Cluzel-Métayer** (dir.), *JCP G*, n° 48, 2022

« L'hospitalité à géométrie variable. La politique européenne d'asile à l'égard des personnes déplacées d'Ukraine », *Revue Esprit*, décembre 2022

« L'« arme » budgétaire au secours de l'État de droit », *RTDeur, Revue trimestrielle de droit européen*, 2022, 03, pp.353

### Bérénice HAMIDI et Gaëlle MARTI

« **#Metoo : on constate un écart entre l'image que nous nous faisons des violences sexistes et sexuelles et leur réalité** », Entretien dans *Le Monde*, 5 octobre 2022

### Kiara NERI

« *XXe-XXIe siècle : à qui appartient la*

*mer ?* », in *L'Histoire*, n°500, octobre 2022

### Ludovic PAILLER

« Quelle réparation pour le préjudice moral du fait d'une violation du droit de la protection des données ? », in *Dalloz Actu*, 26 oct. 2022

« Bis repetita placent ? Redondances et précisions sur les conditions de conservation et d'accès aux données de trafic et de localisation aux fins de lutter contre la criminalité », in *RTD eur.*, 2022. 721

### Almodis PEYRE

Entrées « migrants » et « non-refoulement », in **C. Laurent-Boutot, Lecuyer Y. et D. Thauraud** (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l'homme*, Paris, Pedone, octobre 2022, 478 p.

### Loïc ROBERT

« The Hungarian Transit Zones in European Courts' recent case Law », in **J. Ferrero et K. Neri** (dir.), *Les juges européens face aux migrations – The European judges faced with migrations*, Anthémis, 2022, pp. 255-274

### Panayotis SOLDATOS

« **La Communauté politique européenne : décryptage d'une quête française de relance de l'intégration européenne** », in *fenetreeurope.com*, Paris, décembre 2022

### Blanche SOUSI

« **Le Règlement MiCAR vient d'être adopté : les NFTs sont-ils réglementés ? Non, mais ...** », in

*Banque-Notes Express, 30 octobre  
2022*

**Hélène SURREL**

**« Chronique Conseil constitutionnel  
et jurisprudence de la CEDH »** in *Les  
cahiers du Conseil constitutionnel*,  
Titre VII, n°9, Octobre 2022

## Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE

**Communication**, « Déconstruire les catégorisations : saisir l'épaisseur des frontières », in séminaire mensuel du projet de recherche *Catégorisations multiples des migrants*, Centre de recherche transdisciplinaire Migrations, asile, multiculturalisme (MAM), Université Libre de Bruxelles, 25 octobre 2022

**Communication**, « Etudier migrations et frontières en droit de l'UE : pluralité, complexité, densité », in séminaire *Controverses sur les méthodes en droit de l'UE*, Aix-Marseille Université, 18 novembre 2022

## Étienne DURAND

**Communication**, « La faveur pour les énergies renouvelables », *Loi Climat & Résilience : état des lieux et perspectives*, Université de Pau, colloque des 8 et 9 septembre 2022

**Communication**, « La concertation entre Etats membres en matière de transition énergétique », *Colloque Concertation et transition énergétique*, Université de Pau, colloque des 27 et 28 octobre 2022

**Communication**, « Hydrogène : enjeux juridiques », *L'hydrogène pour les systèmes électriques décarbonés*, Université de Franche Comté, conférence du 10 novembre 2022

**Présidence de table ronde**, « L'a-conflictualité ou la conflictualité comme mode d'existence ? » *La conflictualité dans l'Union européenne : menace existentielle ou catalyseur d'intégration ?*, Université Jean Moulin 3, colloque des 20 et 21 octobre 2022.

## Frédérique FERRAND

**Propos introductifs**, *La codification du droit international privé français à l'heure européenne (saison 2)*, (dir. **L. Paillet**)

**Communication**, « Les motivations récentes en procédure civile française » *Congrès international des procédures : La procédure au service de l'humain*, Hommage au Professeur **Jean-François Renucci**, (dir. **Yves Strickler**), Université Côte d'Azur, 22 et 23 septembre 2022

**Communication**, « Joining the Past and the Future : some prospects from the French Cassation » *On civil cassation and other appeals before supreme courts*, (dir. **Jordi Nieva Fienoll**), Barcelone, 26 septembre 2022

## Marylou FRANÇOISE

**Formatrice et modératrice** en qualité de co-directrice de la clinique juridique de Lyon 3. *Formation à la création et au développement de cliniques juridiques*, organisée par l'AUF, les 7, 8 et 9 décembre 2022 à Beyrouth (LIBAN)

## Jeremy HEYMANN

**Présidence** du panel «Croiser les regards sur la conflictualité dans l'UE», in *La conflictualité dans l'Union européenne : menace existentielle ou catalyseur d'intégration ?*, colloque de lancement de la chaire Jean Monnet ProValUE sur la promotion et la préservation des valeurs de l'UE, (dir. sc. **G. Marti** et **L. Robert**), Lyon, 20 et 21 oct. 2022

**Autonomie de la personne morale et détermination de la compétence en droit international privé**, in *Que reste-t-il du principe d'autonomie de la personne morale ?* (dir. sc. **R.**

Vabres), journée d'étude du DJCE de Lyon, Lyon, 4 nov. 2022

**Réflexions sur la perte de nationalité : le point de vue états-unien**, in *La perte de nationalité*, séance consacrée aux «*tendances du droit comparé*», séminaire annuel (dir. sc. S. Corneloup et d'E. Pataut), Paris, 16 nov. 2022

**Une codification complémentaire du droit international privé de l'Union ?**, in *La codification du droit international privé français à l'heure européenne (Saison 2)* (dir. sc. L. Pailler) Colloque Lyon 3, 17 nov. 2022

**Vers un renforcement du forum actoris au profit du consommateur**, in *Droit européen de la consommation au XXIème siècle : questions choisies* (dir. sc. E. Poillot), conférence, Luxembourg, 18 nov. 2022

**Direction scientifique**, Conférence *Rendez-vous européens du Droit international privé et comparé*, conférence CREDIP, Lyon 3, 2 décembre 2022

### Laurence FRANCOZ-TERMINAL

**Communication**, « La procréation assistée en France et les décisions clefs en matières de GPA », *Las nuevas formas de paternidad dans le cadre du Projet européen Just Parent*, Université de Grenade 15 décembre 2022.

### Gaëlle MARTI

**Direction scientifique**, *Liberté de création, misogynie et démocratie*, Conférence de Pierre AURIEL, avec Bérénice HAMIDI, Projet REPAIR, 7 octobre 2022

**Modérateur**, *La cause des droits*, Conférence de Diane ROMAN, 18 octobre 2022 ( avec L. Robert et E. Durand)

**Direction scientifique**, *La conflictualité dans l'UE : menace existentielle ou catalyseur d'intégration*, colloque de lancement de la chaire Jean Monnet ProValUE sur la promotion et la préservation des valeurs de l'UE, Lyon les 20 et 21 octobre 2022 (avec L. Robert)

**Direction scientifique**, *La violence symbolique ne s'efface pas*, Conférence de Gisèle SAPIRO, avec Bérénice HAMIDI, Projet REPAIR, 18 novembre 2022

**Direction scientifique**, Contexted Social Rights, Blended Intensive Program (Lyon, Leuven, Padova), 12-16 December 2022

### Kiara NERI

**Communication**, « Security Council, international peace and security and the sea: the use of maritime resolutions », in *Effectiveness of UNCLOS Revisited Hosted by Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Korea*, Seventh International Conference on the Law of the Sea Law of the Sea for the Next Generation, Korean Society of International Law and the International Tribunal for the Law of the Sea, November 15 –17 2022

**Communication** « Privatisation of maritime security », in *The next 40 years*, UN Convention on the Law of the Sea at 40, Athènes, 30 novembre et 1er décembre 2022.

### Ludovic PAILLER

**Communication**, « La compétence des fors européens dans la mise en oeuvre de la loi par les autorités administratives et judiciaires », (dir. M. Ho-Dac et C. Pellegrini), *Gouvernance de l'intelligence artificielle dans l'Union européenne : quelle place pour la protection des consommateurs*, Douai, 15 et 16 déc.

2022

**Communication**, « Les questions sociétales, nouvel écueil de la primauté », (dir. **H. Gaudin**), *Laprimauté du droit de l'Union européenne. Nouveaux visages, nouvelles questions, nouveaux raisonnements*, Palais du Luxembourg, le 7 oct. 2022.

**Communication**, « La conciliation de la protection des données et des moyens de paiement », (dir. **A. Maymont**), *Les défis juridiques de l'évolution du paiement*, Clermont-Ferrand, le 14 oct. 2022

### Clémentine POUZET

**Communication**, « Le rééquilibrage environnement-numérique au niveau européen : un élan encore insuffisant », *Journée d'étude : « Numérique et environnement : quelle conciliation par le droit ? »* Ministères de l'Écologie de l'Énergie et des Territoires, Université Paris Nanterre, 21 octobre 2022.

**Communication**, « L'intelligence artificielle et ses enjeux », Lycée Saint Marc, Lyon, 8 novembre 2022

### Loïc ROBERT

**Direction scientifique**, *la conflictualité dans l'UE : menace existentielle ou catalyseur d'intégration*, colloque, Lyon, les 20 et 21 octobre 2022

Contexted Social Rights, Blended Intensive Program (Lyon, Leuven, Padova), 12-16 December 2022 (Avec **G. Marti**)

### Mathieu ROUY

**Communication**, « L'appréciation de l'identité nationale saisie par le(s) juge(s) : nouvelle source de conflits ou nouvelle forme de dialogue ? », *La conflictualité dans l'UE : menace existentielle ou catalyseur*

*d'intégration*, Lyon, colloque les 20 et 21 octobre 2022 (avec **P. Dupont**)

### Blanche SOUSI

**Présidence et propos introductifs** : « Le contexte européen du paiement », *Les défis juridiques de l'évolution du paiement*, (dir. **Anthony Maymont**), Ecole de droit, Centre Michel de l'Hospital, Université Clermont-Auvergne, 14 octobre 2022

**Présidence et Communication**, « Une future réglementation européenne (ou française) spécifique aux NFTs ? », *La réglementation des NFTs d'œuvre d'art en question*, organisé par l'Institut Art & Droit, Paris, 16 décembre 2022

## COMPTES RENDUS - RECENSION D'OUVRAGE

### Frédérique FERRAND

Gilles Cuniberti et Sara Migliorini, L'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires, Commentaire du règlement UE n° 655/2014, Belgique, France, Luxembourg, Bertrange, Legitech éd., 2021, 531 p., in *RTD Eur*, 03 - octobre 2022, p. XII

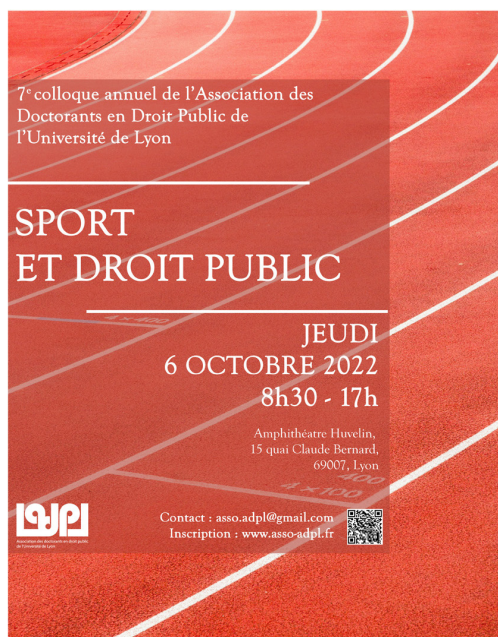
### Ludovic PAILLER

« *The practice of Judicial Interaction in the Field of Fundamental Rights. The Added Value of the Charter of Fundamental Rights of the EU* », **Frederica Casarosa et Madalina Moraru** (dir.), Cheltenham : Edward Elgar, 2022, *RTD eur.* 2022, p.VII.

## RAPPORTS ET EXPERTISES

### Alain DEVERS

Participation à la *Consultation ouverte par la Chancellerie au sujet du projet de code de droit international privé*, Novembre 2022



6 octobre 2022

## Sport et droit public

7<sup>e</sup> colloque annuel de l'Association des Doctorants en Droit Public de l'Université de Lyon

Sous la direction scientifique de **Hugo PETER** et **Florian BERGER**

## Programme



7 octobre 2022

## Liberté de création, misogynie et démocratie

Conférence de **Pierre AURIEL** dans le cadre du projet bourgeon REPAIR et de l'axe GENRE du laboratoire Passages XX-XXI.

Sous la direction scientifique de

**Gaëlle MARTI** Professeure, Directrice du CEE-EDIEC, Université Jean Moulin Lyon 3 et **Bérénice HAMIDI**, Professeure en études théâtrales, Université Lumière Lyon 2

## Vidéo







18 OCTOBRE 2022

17H00-19H00

Amphithéâtre Huvelin  
Université Jean Moulin Lyon 3  
15 quai Claude Bernard - Lyon 7

## LA CAUSE DES DROITS



**Diane ROMAN,**  
Professeure à l'École de droit public de la Sorbonne

Avec pour modérateurs :

**Gaëlle MARTI,** Professeure de droit public, Directrice du Centre d'Etudes Européennes, Université Jean Moulin Lyon 3

**Loïc ROBERT,** Maître de conférences en droit public, Directeur adjoint du Centre d'Etudes Européennes CEE-EDIEC, Université Jean Moulin Lyon 3

**Étienne DURAND,** Maître de conférences en droit public, EDIEC-CEE, Université Jean Moulin Lyon 3



📍 INFOS  
[FACDEDROIT.UNIV-LYON3.FR](http://FACDEDROIT.UNIV-LYON3.FR)

INSCRIPTION GRATUITE ET OBLIGATOIRE



## 18 octobre 2022

### La cause des droits

Conférence de **Diane Roman**, Professeure à l'école de droit public de la Sorbonne, sur son ouvrage *La cause des droits*, avec pour modérateurs : **Gaëlle MARTI**, **Loïc ROBERT** et **Étienne DURAND**

### Vidéo

## 20 et 21 octobre 2022

### La conflictualité dans l'union européenne : menace existentielle ou catalyseur d'intégration ?

Colloque de lancement de la Chaire européenne Jean Monnet ProValEU.

Sous la direction scientifique de **Gaëlle MARTI** et **Loïc ROBERT**

### Programme

### Vidéo partie 1

### Vidéo partie 2

COLLOQUE UNIVERSITÉ JEAN MOU LIN LYON 3

FACULTÉ DE DROIT

COLLOQUE DE LANCEMENT  
**Chaire européenne Jean Monnet ProValEU**  
sur la promotion et la préservation des valeurs de l'Union européenne

Sous la direction scientifique de  
**Gaëlle MARTI**, Professeure de droit public, Directrice du CEE-EDIEC, Porteuse de la Chaire Jean Monnet ProValEU, Université Jean Moulin Lyon 3  
**Loïc ROBERT**, Maître de conférences en droit public, Directeur adjoint du CEE-EDIEC, Université Jean Moulin Lyon 3

**LA CONFLICTUALITÉ DANS  
L'UNION EUROPÉENNE :  
MENACE EXISTENIELLE OU  
CATALYSEUR D'INTÉGRATION ?**

🕒 9H30-17H30 / 9H-16H 📍 Auditorium MALRAUX  
**20-21 OCTOBRE 2022** Université Jean Moulin LYON 3  
6 rue PA. Rostaix - Lyon 3

📍 INFOS - PROGRAMME & INSCRIPTION SUR  
[FACDEDROIT.UNIV-LYON3.FR](http://FACDEDROIT.UNIV-LYON3.FR)





17 novembre 2022

## La codification du droit international privé français à l'heure européenne (saison 2)

Colloque sous la direction scientifique de **Ludovic PAILLER**

Programme

VIDEO :

Mots d'accueil

L'influence du droit international privé de l'union sur le projet de codification française

L'articulation des corpus européens et français dans le projet de codification française

Remarques conclusives



18 novembre 2022

## La violence symbolique ne s'efface pas

Conférence de **Gisèle SAPIRO**, Sociologue et directrice d'études au CNRS et à l'EHESS, dans le cadre du projet Bourgeon REPAIR et de l'axe GENRE du laboratoire Passages XX-XXI

Sous la direction scientifique de **Gaëlle MARTI** et Bérénice HAMIDI

Vidéo



**CONTACT**  
Équipe de droit international  
européen et comparé  
ediec@univ-lyon3.fr

2 décembre 2022

## The law applicable to choice of the court agreements under the Brussels I Bis regulation

Conférence de **Caterina Benini** dans le cadre des *Rendez-vous européens du droit international privé et comparé*

Sous la direction scientifique de **Jeremy HEYMANN**



**CONFÉRENCE** UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3  
2 DÉCEMBRE 2022  
9H30-11H30  
Salle Caillemer  
Université Jean Moulin Lyon 3  
15 quai Claude Bernard - Lyon 7<sup>e</sup>

Sous la direction scientifique de  
Jeremy HEYMANN, Professeur, Directeur du CRE DIP, Université Jean Moulin Lyon 3

**RENDEZ-VOUS EUROPÉENS  
DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET COMPARÉ**

**THE LAW APPLICABLE TO CHOICE OF  
COURT AGREEMENTS UNDER  
THE BRUSSELS I BIS REGULATION**

Par **Caterina BENINI**,  
Post-doctoral researcher in private international law,  
Università Cattolica del Sacro Cuore, Milan

CONTACT :  
Équipe de droit international  
européen et comparé  
ediec@univ-lyon3.fr

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN  
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3  
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

INFOS  
FACEDROIT.UNIV-LYON3.FR

Avec le soutien  
du programme ERASMUS+  
de l'Union Européenne

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN  
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN  
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN

**BLENDED INTENSIVE PROGRAM**

**CONTEXTED  
SOCIAL RIGHTS**

Sous la direction scientifique de :  
**Gaëlle MARTI**, Professeure de droit public, Directrice du  
CEE-EDIEC, Porteuse de la Chaire Jean Monnet ProValUE,  
Université Jean Moulin Lyon 3  
**Loïc ROBERT**, Maître de conférences en droit public,  
Directeur adjoint du CEE-EDIEC, Université Jean Moulin  
Lyon 3

**12 TO 16 DECEMBER 2022**

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN  
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN  
UNIVERSITÉ JEAN MOULIN

**Campus des quais/  
Manufacture**  
Université Jean Moulin Lyon 3

Du 12 au 16 décembre 2022

Dans le cadre du programme Erasmus+,  
**Blended intensive program**

## CONTEXTED SOCIAL RIGHTS

Sous la direction scientifique de **Gaëlle MARTI** et  
**Loïc ROBERT**

### Programme



Conférence de Laurence BURGORGUE-LARSEN



Vidéo training session\_PAVM



Conférence d'Elisa LONCON\_Hôtel de ville de Lyon

## NOMINATIONS / PROMOTIONS / DISTINCTIONS

### Gaëlle MARTI

Obtention de la chaire Jean Monnet pour son projet de recherche ProValUE, Promotion et préservations des valeurs de l'Union européenne, 2022/2025

### Loïc ROBERT

Nommé référent pour Lyon 3 du DIU Droit et grands enjeux du monde contemporain

### Ludovic PAILLER

Nommé trésorier du Réseau des cliniques juridiques francophones

## NOUVEAUX DOCTORANTS

### Shahinaz ATLAM

*Les défis de la mise en œuvre des droits de l'homme dans la région MENA : analyse de la perspective des Nations Unies*

Thèse sous la direction de **Kiara NERI**

### Sophie OLIVIER

*Les enjeux de l'asile face à la sécurité publique en droit international, européen et national*

Thèse sous la direction **Pierre-François LAVAL**

# SOUTENANCES DE THÈSES

Dylan GALLAND

Le régime d'accès aux documents administratifs face à la protection des données à caractère personnel

Thèse de droit public dirigée par **Éric CARPANO**

Soutenue le 18 novembre 2022



## Résumé :

*Le régime d'accès aux documents administratifs concrétise le principe de transparence administrative proclamé en 1789, par l'article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Il permet à tout citoyen d'interroger l'administration sur ses missions de service public, en sollicitant l'accès aux documents administratifs par la communication ou la mise à disposition en ligne de ces documents. Conscients des intérêts portés par la donnée, dans un monde toujours plus numérique, les pouvoirs publics ont oeuvré pour la libération des données publiques et pour leurs réutilisations. Celles-ci présentent de nombreux intérêts socio-économiques pour l'ensemble des acteurs de notre société. Il apparaît toutefois que la frontière entre les informations publiques et les données à caractère personnel peut apparaître plus ténue. Certaines données peuvent alors constituer un hybride pouvant être caractérisé « d'informations publiques à caractère personnel ». Le traitement de ces données implique l'application du régime de la protection des données à caractère personnel, unifié au niveau du droit de l'Union européenne avec l'entrée en vigueur du Règlement général sur la protection des données (RGPD), en 2018. Il en résulte un ensemble de règles techniques imposant, aux personnes qui traitent ces données, l'application de nombreux principes sur les traitements de données*

*à caractère personnel. Pour leur part, les personnes concernées par ces traitements de données personnelles disposent d'une série de droits qu'elles peuvent exercer face à ces traitements. Le régime de la protection des données à caractère personnel impose donc sa conformité par l'application et le respect de ses règles. À l'ère du big data et d'une circulation de la donnée, notamment favorisée par la transparence administrative, se pose la question de l'effectivité de la protection des données à caractère personnel sur les traitements de données du régime d'accès aux documents administratifs. L'équilibre, prévu par le droit, entre vie privée et transparence administrative doit ainsi être appréhendé.*

## Jury composé de :

- M. **Éric CARPANO**, Directeur de thèse, Professeur des universités, Université Jean Moulin Lyon 3
- M. **Serge SLAMA**, Rapporteur, Professeur des universités, Université de Grenoble Alpes,
- M. **Christophe TESTARD**, Rapporteur, Professeur des universités, Université de Clermont Auvergne,
- Mme **Emilie BARBIN**, Maître de conférences habilitée à diriger des recherches, Université Grenoble Alpes,
- Mme **Elise UNTERMAIER-KERLEO**, Maître de conférences habilitée à diriger des recherches, Université Jean Moulin Lyon 3.



## Théo SOUGY

L'originalité, unique condition à la protection du droit d'auteur.  
Vérification par l'application aux créations audiovisuelles

Thèse en droit dirigée par **Édouard TREPPOZ**

Soutenue le 25 novembre 2022

### Résumé :

*Les conditions traditionnelles de la protection du droit d'auteur et les concepts d'idée, de forme et d'originalité, qu'elles induisent, sont en crise. Comment en effet distinguer l'idée de la forme, seule à pouvoir donner prise au droit d'auteur, en particulier dans une création audiovisuelle ? L'originalité, qui implique la recherche de la personnalité de l'auteur dans son oeuvre lorsqu'elle est envisagée de manière subjective, ne semble quant à elle pas davantage adaptée aux créations de l'audiovisuel qui résultent souvent de la collaboration de nombreux auteurs. Le législateur français étant peu intéressé par cette crise majeure, il revint au juge et à la doctrine de caractériser avec justesse les limites de la protection du droit d'auteur. La tâche n'était pas facile, elle est rapidement devenue impossible suite aux nombreux débats doctrinaux et judiciaires, d'une part sur la pertinence de la dichotomie idée-forme, d'autre part sur les contours même de la condition d'originalité. Et finalement, c'est le juge de la Cour de justice de l'Union européenne qui va décider d'affirmer une condition d'originalité modernisée par le recours au critère des choix libres et créatifs*

*et accompagnée d'une exigence d'expression. Le renouveau européen de la condition d'originalité devrait enfin permettre de mettre un terme à cette crise nourrie des interminables débats sur les limites de la protection du droit d'auteur. Cette originalité est désormais adaptée aux créations audiovisuelles, lesquelles souffraient particulièrement de l'imprécision des conditions traditionnelles à la protection du droit d'auteur.*

### Jury composé de :

- M. **TREPPOZ Edouard**, Directeur de thèse, Professeur des universités, Université Paris1 Panthéon-Sorbonne
- Mme **LUCAS SCHLOETTER Agnès**, Rapporteur, Professeure des Universités, Université de Nantes,
- M. **SIIRIAINEN Fabrice**, Rapporteur, Professeur des universités, Université Côte d'Azur, Nice,
- Mme **KAHN Anne-emmanuelle**, Maître de conférence habilitée à diriger des recherches, Université Lumière Lyon 2,
- M. **VERCKEN Gilles**, Avocat, Paris.

## 18 janvier

---

Conférence d'**Olivier BEAUD**

« Y a-t-il un pacte fédératif européen ? »

dir. sc. **Gaëlle MARTI** et **Loïc ROBERT**

## 19 janvier

---

Soutenance de thèse d'**Arnaud BILLION**

« *Le droit d'auteur à l'époque de l'intelligence artificielle* »

Sous la direction d'**Edouard TREPPOZ**

## 24 janvier

---

**Journée des masters de droit européen:  
Le conflit russo-ukrainien et l'Union  
européenne**

3 tables rondes organisées par l'ALYDE et  
le CEE

Sous la direction scientifique de **Gaëlle  
MARTI** et **Loïc ROBERT**

## Du 20 au 24 mars

---

**LA SEMAINE DE L'EUROPE**

**Programme à venir**

Cérémonie de *Doctorat Honoris Causa*  
de **Margrethe VESTAGER** le 24 mars  
après-midi

Sous la direction scientifique de **Gaëlle  
MARTI**

## 31 mars

---

**Concours RACSE, FERRARE, Italie**

Participation de 3 étudiantes du master  
DEDH

Sous la supervision de 2 doctorants  
du CEE, **Romane PONCET** et **Yaran  
YILDIRIM NESPLE**

## Du 9 au 14 mai

---

**Concours Charles-Rousseau, Quebec**

Participation d'étudiants du master Droit  
international

Sous la supervision de 2 doctorants  
CDI, **Joyce MOIRAUD RENGOUWA** et  
**NOUWAGNON Olivier Afogo**

## 11 et 12 mai

---

**Colloque** « La circulation des sociétés en  
droit de l'Union européenne » le 11 mai  
à St Etienne et le 12 mai à la MILC, en  
partenariat avec le CERCRID,

Sous la direction scientifique de **Mathieu  
COMBET** et **Jeremy HEYMANN**

## SITES

EDIEC, [Équipe de droit international, européen et comparé](#)

CDI, [Centre de droit international](#) :

[Le Journal du CDI](#)

[Le Podcast du droit international](#) + [Twitter](#) + [LinkedIn](#) + [YouTube](#)

CEE, [Centre d'études européennes](#)

CREDIP, [Centre de recherche sur le droit international privé](#)

IDCEL, [Institut de droit comparé Édouard Lambert](#)

## RÉSEAUX SOCIAUX

[Facebook](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#) + [Youtube](#)

## BLOGS

L'Europe vue de l'amphi par [Blanche Sousi](#) : [Web](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

Banque-Notes par [Blanche Sousi](#) : [Web](#) + [LinkedIn](#) + [Twitter](#)

Le Blog de Panayotis Soldatos : <https://www.soldatos.net>



# EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS

## PUBLICATIONS

Collection numérique « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) »

Collection numérique « [Les Mémoires de l'EDIEC](#) »

Les [publications](#) de nos enseignants-chercheurs et doctorants

Notre activité en archive ouverte sur [HAL](#)

## RAPPORTS ANNUELS

Consulter nos [rapports annuels d'activité](#), édités depuis 2011.

Dernière parution : [Rapport d'activité 2020](#), décembre 2020, 83 p., 2,2 Mo

## ÉVALUATIONS

Lire les évaluations quinquennales de notre équipe par des autorités administratives indépendantes nationales :

- [Évaluation par le Hcéres \(2020\)](#)
- [Évaluation par le Hcéres \(2015\)](#)
- [Évaluation par l'AERES \(2010\)](#)

Directrice de publication : **Frédérique Ferrand**, Professeure, Directrice de l'EDIEC

Responsable d'édition et responsable de la rédaction : **Lise Barat-Stranieri**, Administratrice de l'EDIEC

Conceptrice et créatrice : **Lise Barat-Stranieri**, Administratrice de l'EDIEC

Graphiste et maquettiste : **Dylan Pierre-Antoine Gire**, Gestionnaire administratif et assistant à la valorisation de la recherche de l'EDIEC

Bulletin trimestriel (4 numéros/an : mars, juin, septembre et décembre)

Bulletin gratuit, en open access : [CC-BY-NC-ND](#)

Disponible sur : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications/le-bulletin-de-lediec>

Langue de publication : français

**Équipe de droit international, européen et comparé (EDIEC – EA 4185)**

Adresse postale : Université Jean-Moulin Lyon 3 – Faculté de droit – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 | 69372 Lyon Cedex 08

Courriel : [ediec@univ-lyon3.fr](mailto:ediec@univ-lyon3.fr) | Téléphone : 04 78 78 72 51

Mise en ligne : 3 Janvier 2023 – VIII<sup>e</sup> année – 32<sup>e</sup> numéro – **ISSN : 2778-2425**